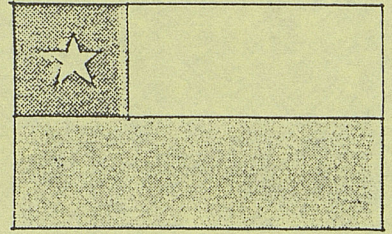


TELEX -



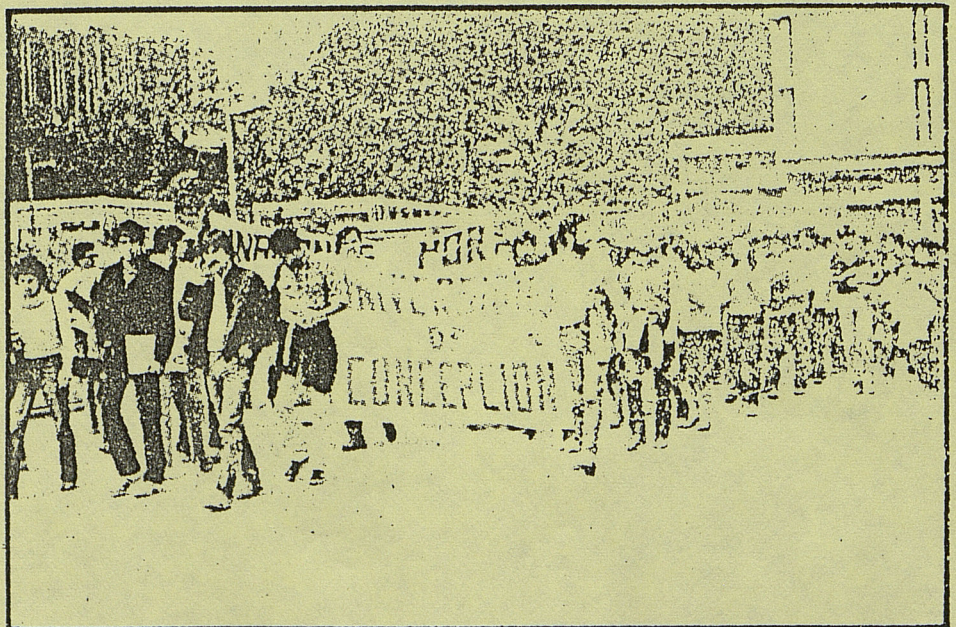
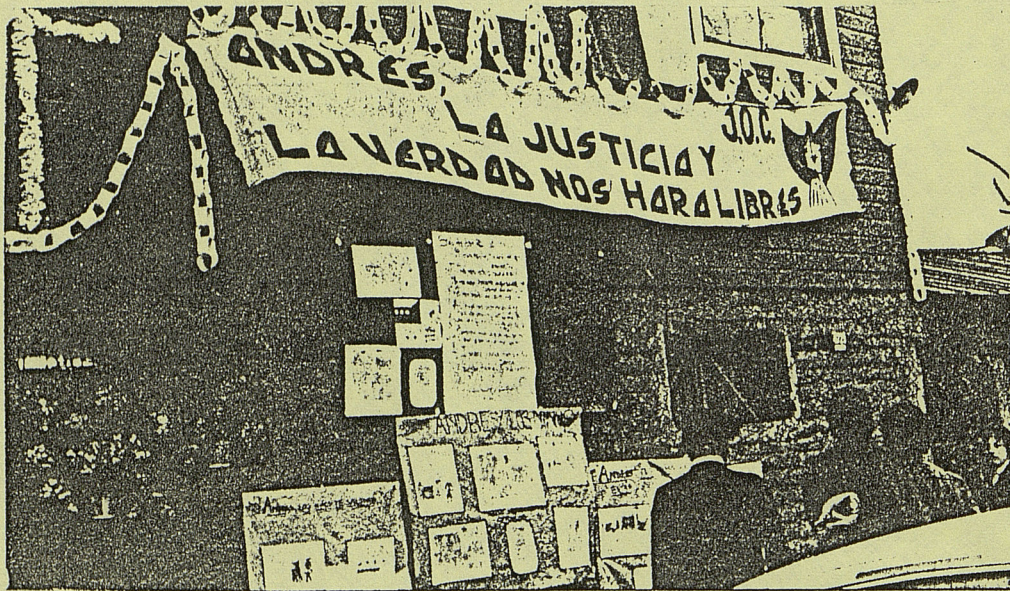
ASSOCIATION LOI DU
1er JUILLET 1901

CHILE

1, rue MONTMARTRE
75001 PARIS

PARIS, OCT, NOV, DEC 85

N° 7



4° P. 12270



OCTOBRE 1985 AU CHILI.

1 OCTOBRE 1985.

CHILI-ARRESTATIONS.

Les carabiniers ont arrêté aujourd'hui 38 personnes à Santiago et 12 étudiants à Valparaiso, au cours de violents affrontements.

Les manifestations ont éclaté après l'arrestation de dizaines de dirigeants universitaires, ces derniers jours.

CHILI-TORTURE.

Une étudiante chilienne a été séquestrée et torturée à deux reprises durant les quatre derniers mois. Elle a été brûlée sur le corps, attaquée chez elle par un commando inconnu, selon les informations de l'Eglise Catholique.

Elle a été hospitalisée d'urgence après que ses agresseurs lui aient brûlé la poitrine au fer rouge, indique sa famille.

La jeune fille, âgée de 18 ans, est étudiante en droit à l'Université du Chili, et elle avait déjà été séquestrée en juin et juillet dernier par des inconnus qui l'avaient interrogée sur ses activités dans les organismes de l'Eglise.

CHILI-DISPARUE.

L'étudiante chilienne, T. Farina, disparue le 14 mai dernier serait morte à cette même date par l'explosion d'une forte bombe à Santiago, selon les conclusions du juge qui enquêtait sur le cas.

Agée de 20 ans, elle était étudiante en sociologie à l'Université du Chili, où ses camarades avaient organisé de nombreuses manifestations dans le but de la retrouver.

2 OCTOBRE 1985.

PAYS BAS-CHILI.

Les Pays-Bas sont disposés à soutenir toute initiative qui pourrait être mise sur pied dans le cadre de la Communauté Européenne, afin de soutenir le développement de la démocratie au Chili, a déclaré mercredi à La Haye le ministre des affaires étrangères, Hans Van Den Broek (parti chrétien démocrate), selon un porte-parole de son ministère.

Le ministre néerlandais s'adressait au dirigeant démocrate-chrétien chilien Gabriel Valdes qui est également à la tête de l'alliance regroupant les partis de l'opposition au Chili. Valdes rend actuellement visite à quelques pays européens.

CHILI-ATTENTATS.

A Rancagua, trois bombes ont explosé peu avant que Pinochet y commence sa visite.

Les attentats n'ont pas fait de victimes mais de nombreux dégâts matériels.

Un engin a explosé à quelques mètres de la mairie, où Pinochet devait rencontrer les autorités locales.

Un autre engin a été posé près de l'hôpital qu'il devait inaugurer au cours de sa tournée.

CHILI-CHOMAGE.

Le chômage a augmenté pour le troisième mois consécutif et atteint 13,4% de la population active, selon l'Institut National de Statistiques à Santiago.

Dans la capitale, le taux de chômage est de 18,1% ajoute l'Institut, dépendant du gouvernement.

CHILI-MATTHEI.

Le commandant en chef des Forces Armées du Chili, le général Fernando Matthei, a précipité un apparent changement d'attitude du gouvernement militaire face à l'Accord National, signé par 11 partis d'opposition (droite et sociale démocratie) afin de rétablir la démocratie.

Matthei déclare voir "d'un très bon oeil" cette proposition, consistant à réformer la Constitution Politique qui a prolongé le mandat de Pinochet jusqu'en 1989, ce qui pourrait rendre possible l'élection d'un régime démocratique.

Pinochet commente aujourd'hui les déclarations de Matthei et qualifie "d'acceptable et de très intéressant" l'Accord National.

"Ce sont des citoyens très respectables qui se sont réunis et j'espère qu'on obtiendra un accord de base avec toute la population, un engagement vers la démocratie", affirme Matthei, précisant qu'il est partisan d'une "démocratie avec majuscules"...

3 OCTOBRE 1985.

CHILI-DROITS DE L'HOMME.

Washington. Au Chili, il n'y a pas d'Etat de Droit, la torture a été une pratique constante, délibérée et systématique de la part du gouvernement qui a employé presque toutes les méthodes connues pour éliminer les dissidents.

C'est ce qu'affirme la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme (CIDH) dans un dossier publié aujourd'hui

7 OCTOBRE 1985.

FRANCE-CHILI.

L'inquiétude de la France face à l'emprisonnement de plusieurs leaders syndicaux chiliens est une "intromission" dans les affaires chiliennes, déclare à Santiago le porte-parole du Ministère des Affaires Etrangères, Pablo Valdes.

"La déclaration de la France ne prend pas en compte qu'il y a ici un pouvoir judiciaire qui a agi, et c'est en accord avec ses résolutions que ces personnes ont été ou sont détenues actuellement", conclue Valdes.

PINOCHET-PARENT.

L'entreprise d'un gendre de Pinochet a reçu un prêt "généreux" avec des fonds que le gouvernement militaire a obtenus de la Banque Interaméricaine de Développement (BID), indique l'hebdomadaire d'opposition "Análisis".

Il s'agit de la firme "Monasterio" qui appartient à Julio Ponce Lerou, époux d'une des filles du dictateur.

Le crédit se monte à 180.000 dollars, somme qui dépasse 7 fois le capital de "Monasterio" et qui sera utilisée à l'achat de 2760 vaches, selon l'article.

L'argent a été viré par la Corporation de Financement et de Production (CORFO, dépendante du gouvernement) à la charge d'un programme annuel financé par la BID.

La garantie du prêt est assurée par les animaux et le soutien de deux autres entreprises agricoles de Ponce Lerou, reliées à "Monasterio".

La revue ajoute que ses biens ont déjà été souvent compromis dans des opérations bancaires douteuses.

CHILI-OPPOSITION.

A Santiago et à Valparaiso, les étudiants se sont affrontés à la police au cours d'incidents où il y eut au moins 10 arrestations.

Ils exigeaient la démission du Ministre de l'Education et la fin de la main-mise militaire qui sévit depuis 12 ans dans les universités.

RADIO-OCCUPATION.

Un commando armé du Front Patriotique Manuel Rodriguez (FPMR), clandestin, a occupé aujourd'hui les locaux de Radio Santiago et a émis une longue déclaration contre le gouvernement de Pinochet, après avoir isolé 14 membres du personnel.

A 20h15, heure locale, une voix de femme a appelé "à mettre un terme à la dictature de Pinochet et paralyser le pays".

Pendant qu'ils diffusaient le message sur fond de musique chilienne, les employés étaient enfermés au deuxième étage; parmi eux se trouvait la Prix National du Journalisme 1985, Hernan Millas.

La voix anonyme a déclaré:

"L'heure est au combat, aux tâches les plus difficiles, à la préparation à résister aux répressions de plus en plus violentes.

C'est le moment de donner et d'exiger le meilleur de chaque combattant et d'organiser la lutte "rodriguiste" pour affronter la dure bataille contre l'ennemi".

Le message s'est prolongé 15 minutes, puis il y a eu diffusion de musique populaire chilienne, sans intervention parlée.

LE FPMP a revendiqué cette action auprès des moyens d'informations de Santiago.

La déclaration de la Direction Nationale du FPMP a signalé que "nous nous trouvons dans un pays où s'évissent la misère, la faim et la terreur. Pinochet a réussi, jusqu'à aujourd'hui, à nous soumettre avec ses armes et voudrait continuer encore longtemps ainsi, avec comme principes, la démagogie, le crime, la corruption et la torture".

"Le FPMP réaffirme sa décision irrévocable de combattre aux cotés des pauvres, des humiliés, des pourchassés, quels que soient les efforts et sacrifices à faire pour venir à bout de Pinochet".

"On aurait voulu avancer par d'autres chemins. On aurait voulu pouvoir décider démocratiquement de notre destin, mais quand toutes les portes se ferment, quand Pinochet rejette toute proposition de dialogue, quand nos camarades sont emprisonnés, soumis aux tortures et assassinés, quand un gouvernement impose le seul pouvoir des armes, il ne nous reste d'autre voie que celle de la lutte", affirme ce message.

Le Front souligne que le Chili "ne peut plus attendre. Les grandes manifestations, comme celles du 4 et du 11 septembre, indiquent la voie à suivre" et "seule une défense organisée des masses, l'organisation de milices populaires, le combat décisif des habitants des quartiers pauvres, des ouvriers, des paysans, et de tous les patriotes nous donnera la Liberté".

En conclusion le message disait:

"Chilien, le FPMP t'appelle à la lutte, engage-toi dans les milices populaires pour mener avec nous la lutte pour la Liberté".

9 OCTOBRE 1985.

RICHE MINE D'OR.

Un gisement d'or et d'argent découvert dans l'extrême sud du Chili est un des points à exploiter les plus riches du pays.

La mine Santa Teresa est située à 1600 KM au sud de Santiago.

Une première cargaison de 6000 tonnes sera emmenée en Belgique pour y être raffinée.

CHILI-EFFERVESCENCE.

Un policier est resté indemne après un attentat par balles à Santiago alors qu'éclataient des manifestations dans la capitale, opposant travailleurs et étudiants à la police.

Le carabinier montait la garde devant la résidence du sous-secrétaire à l'Intérieur et a été frôlé par les balles tirées d'une voiture en marche, mais sans le blesser.

A Concepcion, un attentat a endommagé l'Entreprise Nationale du Charbon (ENACAR).

Dans tout le pays les arrestations ont été massives, surtout autour des universités.

CHILI-COMMUNISTES.

Aujourd'hui, les services de sécurité du gouvernement militaire ont remis aux tribunaux militaires cinq militants du PC, accusés d'être les auteurs de plusieurs attentats à l'explosif dans la ville de Curico.

10 OCTOBRE 1985.

AMBASSADES-OCCUPATIONS.

Trois membres d'organisations indigènes chiliennes ont occupé, de façon pacifique, le siège de la Commission Economique pour l'Amérique Latine (CEPAL). Pendant ce temps, quatre professeurs pénétraient dans l'ambassade de Norvège afin d'exiger la libération de leurs dirigeants emprisonnés.

Parmi les occupants du CEPAL figure le Secrétaire Général de l'Association des Organisations Mapuches, ADMAPU, Rosamel Millaman, contre qui le gouvernement de Pinochet a lancé un ordre d'arrêt en janvier dernier.

Trois indigènes sont restés dans les bureaux du CEPAL dans le but d'attirer l'attention des autorités pour qu'elles résolvent leurs problèmes, mais la commission n'a donné aucune autre information officielle jusqu'ici.

L'ambassade de Norvège n'a pas, elle non plus, confirmé officiellement la présence des quatre professeurs. Ils exigent l'intervention du Parlement Européen et autres organisations internationales pour libérer le Président de l'AGECH, Jorge Pavez, et de trois dirigeants prisonniers depuis deux semaines.

CHILI-DISPARUS.

Sept femmes ont été arrêtées aujourd'hui à Santiago quand la police a réprimé une manifestation organisée par les parents de prisonniers politiques disparus, en face du ministère de la défense.

CHILI-LEIGH.

Le général Gustavo Leigh, ex membre de la junte chilienne destitué en 1978, s'est déclaré prêt à s'allier avec les communistes pour rétablir la démocratie dans son pays, dans une interview publiée jeudi par le quotidien français Le Matin.

"Il faudrait unir tous les Chiliens et marcher ensemble vers la démocratie" a indiqué le général qui commanda le bombardement du palais présidentiel de La Moneda lors du coup d'état militaire contre Salvador ALLENDE en 1973.

A la question: "accepteriez-vous de marcher la main dans la main avec le secrétaire du parti communiste?", le général Leigh répond: "si l'on arrive à un accord, pourquoi pas? Mon idéal c'est que les communistes n'aient pas accès au pouvoir, qu'ils ne puissent pas élire le chef de l'état mais ils peuvent jouer un rôle de parti, être dans la vie politique et publique, pourquoi pas? "

Le général Leigh estime également que l'accord national pour le rétablissement de la démocratie, signé en août dernier par 11 partis chiliens, sous l'égide de l'Eglise Catholique, et qui exclut les communistes, constitue la première chance qui se présente à Pinochet de pouvoir "envisager une issue digne et honorable pour les forces armées" en regrettant qu'il n'en profite pas.

15 OCTOBRE 1985.

BRESIL-CHILI.

Sao Paulo, le syndicaliste chilien, membre du CNT, M. Munoz, a déclaré que les gouvernements démocratiques du Cône Sud doivent aider la formation d'un groupe de nations, similaire à celui de CONTADORA, "afin d'encourager le retour à la démocratie au Chili".

Munoz participait à un acte de solidarité avec le Chili, l'Afrique du Sud et le Paraguay, organisé à la Chambre Municipale de SAO PAULO.

Il y a demandé le soutien de la "nouvelle république" pour qu'elle fasse pression sur Pinochet afin qu'il libère les syndicalistes emprisonnés.

Dans ses déclarations à la presse, le leader syndical a dit que "la situation du Chili doit être analysée par un ensemble de pays qui ont des gouvernements démocratiques et ne peuvent rester indifférents à

la forte répression qui sévit aujourd'hui au Chili, ni à la clameur nationale d'un retour à la démocratie".

CHILI-GREVE DE LA FAIM.

Huit étudiants chiliens ont ent mmé aujourd'hui leur treizième jour de grève de la faim à l'Université Santa Maria de Valparaiso, afin de protester contre la répression à l'intérieur de la faculté et le manque de liberté qui y règne.

CHILI-AFRIQUE DU SUD.

Le ministre de la Défense du Chili a commencé aujourd'hui sa visite officielle en Afrique du Sud, invité par le gouvernement de ce pays.

Le séjour de Carvajal se prolongera à Johannesburg une semaine.

CHILI-OPPOSITION.

Plus de 40 manifestants ont été arrêtés et plusieurs autres personnes blessées mardi à Santiago et à Valparaiso au cours d'incidents entre forces de l'ordre et étudiants qui manifestaient contre le régime militaire de Pinochet, a-t-on appris de sources officielles.

Ces affrontements ont eu lieu dans le cadre d'une journée de protestation organisée en signe de solidarité avec le dirigeant syndical Rodolfo Seguel, président du CNT et avec d'autres dirigeants syndicaux détenus depuis la fin du mois de septembre.

Le Front Patriotique Manuel Rodriguez (FPMR) a de son coté revendiqué plusieurs attentats qui ont interrompu mardi le trafic ferroviaire dans le centre et le sud du Chili, déclarant agir par "solidarité avec les dirigeants syndicaux emprisonnés".

Les incidents entre manifestants et forces de l'ordre ont duré plus de cinq heures dans le centre de Santiago ainsi qu'aux abords de l'Université Catholique et de l'Université du Chili, où les carabiniers ont utilisé des gaz lacrymogènes et des lances à eau pour disperser les manifestants qui répliquaient avec des jets de pierres.

A Santiago la police a arrêté 41 personnes, alors qu'à Valparaiso elle appéhendait 22 étudiants.

Ces manifestations se sont déroulées à l'appel du CNT et de l'Alliance Démocratique. Des représentants de ces organisations ont remis au président de la Cour Suprême de Justice, M. Rafael Retamal, une demande de libération en faveur des syndicalistes.

ATTENTATS-REVDICATION.

Le Front Patriotique Manuel Rodriguez (FPMR), clandestin, a revendiqué les attentats à l'explosif qui ont interrompu le trafic ferroviaire dans le centre et le sud du pays.

Un des sabotages, avec neuf engins de grande puissance, a été effectué à Quilpue, sur la ligne qui relie Santiago à Valparaiso.

Trois autres explosions ont endommagé la ligne de la région industrielle et forestière de Concepcion.

Les actions ont été "une contribution solidaire envers les dirigeants syndicaux emprisonnés", a dit un porte-parole du FPMR au cours d'appels téléphoniques aux agences de presse.

20 OCTOBRE 1985.

CHILI-PRET.

Washington. Les représentants du gouvernement chilien et de la Banque Mondiale ont signé les documents officiels de deux prêts d'un montant de 290 millions de dollars, avec une garantie de 150 millions accordée par la banque au Chili.

Ces opérations viennent s'ajouter aux autres prêts attribués au Chili cette année qui atteignent 691 millions de dollars.

Les documents signés aujourd'hui font allusion à un prêt de 40 millions de dollars pour stimuler la petite et moyenne industrie.

25 OCTOBRE 1985.

CHILI-MOBILISATION.

Le CNT annonce aujourd'hui à Santiago qu'il organisera une "Journée de Mobilisation" les 5 et 6 novembre prochains, afin d'exiger la liberté de Rodolfo Seguel et d'autres dirigeants emprisonnés depuis un mois.

Les manifestations seront pacifiques, mais les travailleurs pourront employer "plusieurs moyens de lutte propres au syndicalisme", a prévenu le suppléant du président du CNT, Federico Mujica.

"Nous n'appelons pas à la grève, mais, si des organisations décident de paralyser leurs activités, elles pourront le faire, si elles le jugent bon", ajoute le dirigeant.

Le Parti Communiste et autres secteurs de gauche ont appelé à la "grève générale nationale", pour les 5 et 6 novembre.

CHILI- MILITANTS-MIR.

La Cour Suprême du Chili a nommé un juge spécial extraordinaire pour enquêter sur la récente mutinerie et tentative d'évasion des prisonniers de la Prison de Santiago qui a fait huit morts et plus de trente blessés.

Le magistrat devra enquêter minutieusement sur les circonstances et causes de la rébellion.

Cette nomination fait suite à la demande des familles des victimes qui ont souhaité la désignation du "Ministre de Visite". Elles pensent que la rébellion serait née après un déchainement violent de la répression de la part des gendarmes.

Un communiqué officiel précise que les trois militants du MIR ont été remis à la justice militaire, accusés de collaboration dans la fuite de sept de leurs camarades

CHILI-OBSCURITE.

Cette nuit une coupure d'électricité partielle a plongé Santiago dans l'obscurité, touchant principalement son centre et son quartier administratif-notamment le Palais de La Moneda-.

28 OCTOBRE 1985.

GAUCHISTES.

La CNI, police secrète du régime, vient d'arrêter deux militants de gauche -un père et son fils- accusés d'être complices et auteurs, respectivement, d'un attentat à l'explosif survenu durant les sept derniers mois.

Ils avaient tous deux disparu depuis trois jours, arrêtés par un commando d'hommes armés qui avaient fait irruption à leur domicile, selon ce que dénonce la famille.

Selon la CNI, le jeune homme, âgé de 21 ans, serait membre du FPMR.

Le père qui en 1983 avait été licencié de la mine de cuivre "El Teniente" après avoir participé à 2 grèves de la faim, a été inculpé de complicité dans le cas des six attentats perpétrés par son fils.

La déclaration officielle indique qu'à leur domicile ont été trouvés armes, explosifs et matériel 'subversif' du FPMR, interdit au Chili.

CHILI-ATTENTATS.

Cinq personnes ont été blessées, cette nuit à Santiago, lors de l'explosion de trois puissants engins. L'un d'eux visait la sucursalle d'ITT.

Deux vigiles qui se trouvaient sur les lieux ont été légèrement blessés par les débris de verre cassé.

Une autre explosion a endommagé le siège d'une compagnie exportatrice de fruits, dans l'élégant quartier de "Providencia".

Le troisième attentat a touché une luxueuse résidence située près de l'école militaire.

29 OCTOBRE 1985.

CHILI-AMNISTIE.

Le juge militaire d'Antofagasta a appliqué aujourd'hui une loi d'amnistie en faveur du général Sergio Arellano Stark, accusé d'avoir ordonné de nombreuses exécutions de prisonniers politiques.

La mère d'un journaliste, fusillé le 19 octobre 1973, avait demandé il y a deux semaines qu'enquête soit faite et poursuite contre ce général.

Il est responsable de l'exécution de 25 prisonniers dans la ville de Calama (au nord du Chili) qui constitua un véritable assassinat au tout début de la dictature militaire.

Une rapide visite du général Arellano dans cette région avait coïncidé avec 64 exécutions de prisonniers politiques.

Mais aujourd'hui, le juge militaire d'Antofagasta précise qu'il ne commencera pas de procès "car la responsabilité pénale des personnes inculpées est passée".

Ceci, grâce à un décret loi d'avril 1978 qui amnistie les auteurs des crimes et autres délits commis à partir du 11 septembre 1973...

30 OCTOBRE 1985.

CHILI-MANIFESTATIONS.

Plusieurs centaines de femmes qui participaient à une manifestation "Pour la Vie et la Paix et la Justice", ont été réprimées par les gaz lacrymogènes, les camions à eau et les balles plastic tirées par les carabiniers.

CHILI-GREVE.

Quelques 2600 dockers des ports de Valparaiso et San Antonio ont arrêté le travail pour 48 heures. Ils demandent des améliorations des conditions de travail, des augmentations de salaires.

A Valparaiso, cette décision a été votée par 17 organisations syndicales du secteur maritime et a été suivie par les propriétaires des camions, qui ont commencé une grève de solidarité avec les 2000 dockers.

La faible activité enregistrée aujourd'hui a été surveillée de près par d'importants contingents de police qui encerclaient avec leurs bus le port et les entrepôts. Aucun incident n'a été enregistré.

La présence policière a été renforcée par le personnel armé de la "Gobernacion Maritima" qui patrouillait tous les secteurs du port.

Les dirigeants des dockers estiment que cette action a été "un succès" car elle s'est réalisée "d'une façon très pacifique".

Pendant ce temps, à San Antonio, les syndicats indiquent que les 600 dockers ont paralysé leur activité sans aucun incident.

CHILI-GRÈVE DE LA FAIM.

Le leader syndical Rodolfo Seguel et cinq autres dirigeants emprisonnés à Santiago ont entamé une grève de la faim pour une durée indéterminée.

Ils ont précisé que leur grève de la faim a pour but de sensibiliser l'opinion publique, face à l'"implacable persécution" exercée contre eux par la dictature de Pinochet.

Ils soutiennent que leur détention est arbitraire, car les tribunaux n'ont encore pas accès à une demande formulée par le CNT pour que la justice enquête sur les auteurs des morts (il s'agit des dix personnes mortes au cours des incidents survenus lors des manifestations du 4 septembre dernier).



NOVEMBRE 1985 AU CHILI.

1 NOVEMBRE 1985.

La police a dissout une marche pacifique de plusieurs centaines de femmes dans les quartiers résidentiels de Santiago.

Au moins 15 d'entre elles ont été arrêtées.

Cette manifestation avait été convoqué par l'Organisation des Femmes en Défense de la Paix, la Vie et la Justice, qui regroupe plusieurs associations de femmes de diverses tendances politiques.

6 NOVEMBRE 1985.

La Protesta de 48 heures organisée par l'opposition chilienne au régime de Pinochet a commencé hier par la pose de barricades à Santiago, Valparaiso et l'explosion de 17 bombes dans la nuit du lundi au mardi dans plusieurs villes du pays.

La manifestation soutenue par le CNT, la Confédération des Etudiants du Chili, et la Fédération des Collèges Professionnels Universitaires, a pour but d'exiger du gouvernement la libération des 6 dirigeants syndicaux arrêtés depuis le 4 septembre.

Ils ont entamé hier leur septième jour de grève de la faim.

Ils ne reconnaissent pas leur accusation qui est d'avoir appelé à une manifestation pacifique ayant dégénéré plus tard en actions violentes (générées par des commandos en civil opérant en voiture sans immatriculation).

Huit personnes ont été arrêtées aujourd'hui à Santiago alors qu'elles distribuaient des tracts annonçant ces deux jours de protestation.

7 NOVEMBRE 1985.

Bilan : 34 blessés durant les Protestas,
200 arrestations.

Des centaines de soldats ont patrouillé les rues de Santiago, cette nuit, après les attentats perpétrés contre les installations électriques et revendiqués par le FPMR.

8 NOVEMBRE 1985.

Les manifestations de ces deux jours ont fait 4 morts, 20 blessés et

500 arrestations, suite à la violente répression déchainée par la police et les militaires contre les forces d'opposition.

Dans les Universités, les quartiers périphériques de Santiago et de province, les transports et les commerces, régnait une ambiance de grève générale.

De plus, de nombreuses barricades obstruaient la circulation et les étudiants demandaient la démission de Pinochet.

Mercedes Ulloa, âgée de 21 ans, a été abattue par les balles tirées d'une camionnette, par des inconnus, alors qu'elle marchait sur le trottoir...

Erwin Iturra, mécanicien de 21 ans, a été balayé par les tirs des soldats dans le centre de Santiago. Une patrouille militaire passait par là pour dissoudre une manifestation...

Le commerçant Hector Penailillo, âgé de 40 ans, a été atteint au thorax par une balle, au cours d'incidents enregistrés dans la capitale...

José Norambuena, âgé de 23 ans, est mort touché par les balles qu'il avait reçu dans la tête et le thorax, au cours des manifestations organisées dans le nord de Santiago...

9 NOVEMBRE 1985.

Pinochet vient de remplacer le représentant de l'Armée de Terre au sein de la Junte militaire en raison des divergences qui les opposent au sujet d'une éventuelle transition vers la démocratie.

Ceci a été ressenti comme une nouvelle preuve des croissantes difficultés auxquelles doit faire face la dictature afin de maintenir son pouvoir absolu.

Le général Raul Benavides, qui avait manifesté en comité restreint sa position favorable au dialogue avec l'opposition modérée, a été remplacé par le général Julio Canessa.

Canessa était jusqu'à aujourd'hui vice commandant en chef de l'Armée, un des hommes les plus proches et fidèles à Pinochet.

23 NOVEMBRE 1985.

Un demi millions de manifestants demande la fin de la dictature de Pinochet.

L'opposition a réalisé jeudi sa plus grande concentration publique de ces dernières années afin d'exiger le retour rapide de la démocratie et la fin de la dictature.

La foule a été estimée à plus d'un demi million de personnes réunies au Parc O'Higgins.

Cette manifestation avait été autorisée par le gouvernement après de nombreuses négociations avec l'Alliance Démocratique.

Il y a deux ans, une vaste réunion avait eu lieu dans ce même parc.

La concentration a transformé l'après-midi du jeudi en un jour de fête, avec des milliers de groupes, familles et organisations sociales, se rendant sur les lieux munis de pancartes et banderolles en chantant "Il va tomber... Il va tomber..."

Les partis signataires de l'Accord National y participaient.

Les Parti Communiste, Socialiste et MIR, qui constituent le MDP, étaient aussi présents.

On pouvait aussi observer les pancartes du FPMR.

26 NOVEMBRE 1985.

Les plombs du livre relatant la vie et l'oeuvre du prêtre français André Jarlan, tué en 1984 au cours d'une manifestation à Santiago, ont mystérieusement disparu de l'imprimerie chilienne qui devait éditer l'ouvrage.

Selon l'auteur, la journaliste Patricia Verdugo qui a reçu durant son enquête plusieurs menaces anonymes, ce vol ne peut toutefois compromettre la sortie du livre intitulé "André de LA VICTORIA" - (du nom du quartier de Santiago où il exerçait son ministère) - car une première édition avait en fait déjà paru.

La maison d'édition a déclaré dans un communiqué qu'elle "présumait être en présence d'un délit commis dans une intention politique" et précisé que les plombs du livre ont été volés dans l'imprimerie le 22 novembre.

Le livre de Patricia Verdugo relate l'oeuvre d'André Jarlan, originaire de Rodez, appartenant à l'ordre des Oblats et qui était arrivé au Chili en 1983. L'auteur se réfère notamment aux minutes du procès contre les policiers qui l'ont tué le 4 septembre 1984 au cours d'une manifestation syndicale contre le régime de Pinochet.

Cette manifestation avait eu lieu dans le quartier ouvrier appelé "La Victoria" de Santiago et l'auteur a dédié son livre "aux habitants de La Victoria" ainsi qu'à tous les prêtres catholiques qui vivent et prêchent l'Évangile entre les pauvres du Chili.

27 NOVEMBRE 1985.

Des dirigeants syndicaux des dockers chiliens en grève depuis 29 jours ont occupé pacifiquement mercredi à Santiago le siège local de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) ainsi que les ambassades d'Italie, d'Argentine, du Pérou et du Vénézuéla, a-t-on appris de sources diplomatiques.

Les protestataires "veulent attirer l'attention de la communauté internationale pour que le gouvernement chilien intervienne et aide à trouver une solution à notre conflit", a déclaré le dirigeant du syndicat des dockers à Valparaiso, M. Heriberto Jara.

Les manifestants ont pénétré par groupes de cinq dans les différentes légations pour remettre un message où sont exposées les raisons de la grève qu'ils mènent depuis près d'un mois et qui affecte principalement le port de Valparaiso.

Cette action a débuté vers 15H00 GMT et les manifestants n'ont pas précisé combien de temps elle allait durer.

Un diplomate argentin a cependant indiqué que le groupe de cinq dockers qui occupait l'ambassade d'Argentine l'avait quittée au bout d'une heure.

Deux personnes ont été blessées et plusieurs autres arrêtées mardi au cours d'incidents entre manifestants et forces de l'ordre qui ont éclaté à Arica (extrême nord du Chili) à l'occasion de la visite dans cette ville de Pinochet, apprend-on de source policière.

Les troubles se sont produits sur une place du centre ville où s'étaient massés des groupes de manifestants scandant des slogans hostiles au régime militaire.

Selon des témoins, un car de police a été détruit par les manifestants et les forces de l'ordre ont répliqué en utilisant des gaz lacrymogènes et des fusils anti-émeutes, blessant légèrement deux personnes. Plus tard, dans la soirée, des barricades ont été érigées dans plusieurs quartiers d'Arica.

Au lendemain de son 70ième anniversaire Pinochet entamait dans cette ville une tournée de trois jours dans le nord du pays.

28 NOVEMBRE 1985.

LIBERATION DU PRINCIPAL LEADER SYNDICAL.

Le dirigeant syndical Rodolfo Seguel et deux autres syndicalistes ont été libérés hier soir après 62 jours de détention et ont quitté la prison de Santiago sous les acclamations de dizaines de manifestants.

Seguel, président du CNT, Arturo Martinez, représentant des ouvriers du livre, et Eduardo Valencia, dirigeant de la Coordination métropolitaine des habitants des quartiers pauvres, ont été libérés sur décision de la cour d'appel de la capitale après paiement d'une caution de 10.000 pesos (environ 50 dollars).

Toutefois sur les six syndicalistes arrêtés le 26 septembre dernier pour avoir, selon l'accusation du gouvernement militaire, favorisé la "subversion", trois sont encore en prison.

"Nous avons les mains propres, comme quand nous sommes entrés ici", a déclaré à des journalistes Rodolfo Seguel en quittant la prison, alors que des dizaines de sympathisants scandaient "Rodolfo, le peuple est avec toi" et que quelques automobilistes faisaient retentir leur klaxon.

"La tête haute, nous allons continuer à remplir notre mission et à répéter que notre pays doit vite devenir une démocratie", a-t-il indiqué.

"Il faut obtenir ce que l'église a tant de fois demandé : la Paix, la Paix et la Paix", a encore déclaré Seguel aux abords de la prison.

Si le gouvernement militaire veut accueillir "sa Sainteté le Pape dans la Paix, la tranquillité et l'harmonie, il doit au moins faire un geste de compréhension envers le peuple chilien", a-t-il ajouté.

"Nous ferons notre possible pour obtenir la libération des syndicalistes qui restent emprisonnés", a-t-il conclu. Ces trois dirigeants syndicaux sont Manuel Bustos, vice-président du CNT, José Ruiz di Giorgio, président de la Fédération des Travailleurs du Pétrole, et Mario Araneda responsable d'organisations communautaires.

Après avoir fait ces déclarations, Seguel est allé à pied jusqu'au siège de la Confédération des Travailleurs du cuivre, dont il va reprendre la présidence.

29 NOVEMBRE 1985.

Le Front Patriotique Manuel Rodriguez (FPMR), organisation clandestine d'extrême gauche, a revendiqué jeudi soir l'attentat qui a détruit le même jour le pont La Rotunda, situé sur la route qui relie Santiago au port de Valparaiso.

Dans plusieurs appels téléphoniques adressés à différents organes de presse, un correspondant anonyme a déclaré que par cet attentat, le FPMR entendait manifester son soutien aux 1500 dockers en grève depuis un mois à Valparaiso" et établir un blocus du port".

Ce correspondant a précisé que les auteurs de l'attentat avaient placé cinq charges de dynamite sous le pont, situé dans le secteur Ca-

blanca, pour provoquer sa destruction.

A la suite de cet attentat, le trafic avait dû être détourné sur d'autres routes, rappelle-t-on.

Attaque des locaux de la Commission Chilienne des Droits de l'Homme.

Des éléments armés non identifiés ont attaqué vendredi matin le siège de la Commission chilienne des Droits de l'Homme à Santiago, a annoncé le secrétaire de la commission Andres Dominguez.

Le commando a attaqué les deux employés présentes dans les locaux, détruit des machines et des documents avant de s'enfuir, a-t-il ajouté.

Selon plusieurs responsables de la Commission, les agresseurs entendaient intimider celle-ci, dont le président est le juriste et ex-ministre d'Etat Jaime Castillo Velasco.



DECEMBRE 1985 AU CHILI.

1° DECEMBRE 1985.

CHOMAGE.

Au Chili le chômage se maintient à 13,6 %, selon le dernier bulletin officiel de l'INE.

Mais à Santiago le niveau est plus fort avec 17,8 % de la population active.

3 DECEMBRE 1985.

ATTENTAT-VICAIRE.

L'habitude de la violence est un des problèmes les plus graves qu'affronte la société chilienne, affirme le Vicaire Général de Santiago, Monseigneur Cristian Precht, faisant référence aux derniers attentats à l'explosif.

Neuf bombes ont explosé en différents points de Santiago dans la nuit d'hier à aujourd'hui, sans faire de victime. Trois wagons d'un train de marchandises ont déraillé quand une bombe a détruit la voie ferrée qui relie la ville de Coronel à Santiago (500 km au sud de Santiago).

4 DECEMBRE 1985.

PRET-BID.

La Banque Interaméricaine de Développement (BID) a accordé au Chili un prêt de 130 millions de dollars, afin d'encourager la production des secteurs de l'agriculture, de la pêche, des mines et de l'industrie.

5 DECEMBRE 1985.

ETATS-UNIS-CHILI.

Aujourd'hui un haut fonctionnaire du Département d'Etat a dit devant le Congrès que les Etats-Unis "aimeraient voir partir le gouvernement de Pinochet".

6 DECEMBRE 1985.

PETITS COMMERCANTS AVEUGLES-GREVE DE LA FAIM.

Plus de 40 commerçants aveugles qui travaillaient dans les rues de

Santiago ont mis fin à leur grève de la faim qu'ils avaient commencé il y a trois jours, quand la police les avait expulsés de la zone urbaine centrale.

"Nous avons réussi à nous faire entendre des autorités et à ce qu'elles nous laissent continuer notre travail", a déclaré un représentant de la Fédération des Travailleurs du Cuir.

MILITANTS DU FPMR PRISONNIERS.

D'après un communiqué officiel, trois membres du FPMR, arrêtés à Santiago, seront jugés par un tribunal militaire. Ils sont accusés de 'subversion' contre le gouvernement de Pinochet.

La CNI déclare que les militants avaient participé, entre autres actions, à l'attaque d'un commando de l'Aviation, à Santiago, où un hélicoptère en stationnement avait été détruit par les explosifs, le 18 novembre dernier.

Pour la dictature, ces hommes sont "des délinquants terroristes très dangereux", membres des milices clandestines du Front Patriotique Manuel Rodriguez, qui lutte pour un soulèvement populaire contre la dictature de Pinochet.

7 DECEMBRE 1985.

PRETRE PRISONNIER-DIRECTEUR MENSAJE.

Le Cardinal chilien F. Fresno a déclaré qu'il continuerait ses démarches auprès du gouvernement militaire afin de mettre fin à la peine d'emprisonnement du prêtre jésuite Renato Hevia, accusé d'avoir injurié Pinochet.

Le Cardinal a rendu visite à Renato Hevia, directeur de la revue catholique "Mensaje", prisonnier depuis mercredi, après avoir pris connaissance des charges qui pèsent contre lui, s'appuyant surtout sur des articles parus dans la revue.

En solidarité avec Hevia, les autres prêtres ont déclaré "nous ne voyons pas où est l'offense au chef de l'état".

MORT D'UN POLICIER.

Un agent des carabiniers a été tué de rafales de mitraillette par quatre inconnus qui se déplaçaient en voiture, ce matin à l'aube dans la capitale chilienne.

8 DECEMBRE 1985.

ENQUETEUR DES NATIONS-UNIES AU CHILI.

Un enquêteur spécialisé des Nations-Unies a été envoyé au Chili pour étudier la situation des Droits de l'Homme. F. Volio Jimenez est arrivé aujourd'hui d'une manière inattendue pour une visite de 10 jours.

L'ex-chancelier costaricain, qui était annoncé pour demain, a déclaré "je viens ici accomplir une mission de la Commission des Droits de l'Homme des Nations-Unies, avec l'accord du gouvernement chilien".

C'est la première visite de ce genre depuis 1978. Le régime de Pinochet avait interdit l'entrée au Chili d'autres commissions d'enquête considérant que les conclusions n'étaient pas objectives.

L'enquêteur Jimenez a préparé un dossier préliminaire sur les violations des libertés et des droits fondamentaux au Chili. Il l'a remis le 29 novembre dernier à l'Assemblée Générale des Nations-Unies à New-York.

9 DECEMBRE 1985.

CARABINIERS REINCORPORES.

Neuf agents des Carabiniers, accusés d'avoir participé à l'assassinat de trois militants communistes, ont été réincorporés aujourd'hui dans leurs fonctions après que la justice militaire ait démontré qu'ils n'ont pas participé au crime.

La version officielle précise que les neuf réincorporés - parmi lesquels figurent cinq officiers - jouiront de tous les droits propres à leur rang, après que la Cour Martiale de Santiago les ait rendus totalement innocents...

Durant le procès, dirigé par le juge José Canovas, l'ex-chef des services secrets des Carabiniers, le colonel Luis Fontaine et son collaborateur direct, le colonel Juin Michea, sont encore aux arrêts.

PRISON-GREVE DE LA FAIM.

Aujourd'hui l'enquêteur des Nations Unies a commencé ses premières activités à Santiago pour apprécier la situation des droits de l'homme au Chili. Neuf prisonniers politiques en ont profité pour commencer une grève de la faim, à la Prison de Santiago, et par un communiqué ils ont demandé une visite et une audience de l'enquêteur.

D'autre part, cinq femmes du Comité Pour le Retour des Exilés, sont arrivées jusqu'aux bureaux du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (ACNUR) où elles ont remis un document sur le problème des chiliens expatriés.

10 DECEMBRE 1985.

ETATS-UNIS-ALLENDE-ARGENTINE.

A Washington, Hortensia Bussi de Allende, veuve du Président Salvador Allende, a applaudi aujourd'hui les sentences prononcées à Buenos Aires contre les anciens chefs des gouvernements militaires, signalant qu'elles constituent "une leçon et un avertissement" pour les militaires chiliens.

"Je suis sûre que le peuple chilien est en train de célébrer ces condamnations, et je suis contente que cela se soit déroulé dans la justice et non dans la vengeance", a dit Hortensia de Allende.

Madame Allende, âgée de 71 ans, réside au Mexique et est actuellement en visite aux Etats-Unis.

Son premier rendez-vous à Washington est pour le Département d'Etat. Elle y a été reçue par Jim Switert, chef de la table ronde sur le Chili, avec qui elle a discuté de la politique nord-américaine envers son pays. Son programme comprend aussi une entrevue avec la chaîne National Public Radio, puis des membres du Congrès et enfin une rencontre avec la colonie d'exilés chiliens résidant aux Etats-Unis.

ATTENTATS.

Un homme est mort et deux policiers ont été blessés au cours d'échanges de tirs enregistrés à Santiago.

Par ailleurs, un puissant engin a explosé au passage d'un train, dans un souterrain, provoquant la panique parmi les voyageurs.

L'incident a eu lieu à l'aube à proximité d'une caserne militaire.

ENQUETEUR NATIONS UNIES-INCIDENTS.

Un accrochage s'est produit aujourd'hui entre manifestants et policiers sur la Place d'Armes de Santiago, face à la Vicairerie de la Solidarité.

Cet incident a eu lieu juste après l'entrée de l'enquêteur des Nations-Unies auprès de cet organisme. Il s'y rendait pour une réunion avec des représentants de l'Eglise Catholique.

Les manifestants s'étaient réunis afin d'écouter la lecture de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, afin d'en célébrer l'anniversaire (37 ans). Quelques jeunes ont lancé des slogans contre la dictature. La police a répondu en utilisant les gaz lacrymogènes et en pratiquant des arrestations.

L'enquêteur des Nations-Unies, Volio Jimenez, a été pris dans ces incidents mais a pu se réfugier derrière les fenêtres de la Vicairerie.

Il s'est ensuite entretenu avec le Vicaire, Monseigneur Santiago Tapia, qui lui a fait part des cas de plus de 660 prisonniers disparus.

Il lui a fait connaître de nombreux cas de tortures dans des prisons secrètes et communiqué de nombreux autres témoignages contre les droits de l'homme.

11 DECEMBRE 1985.

UN AGENT QUI CHANGE DE CAMP.

Le Front Patriotique Manuel Rodriguez a déclaré aujourd'hui qu'un agent gouvernemental était passé dans leurs rangs, après avoir déserté celui des carabiniers.

L'agent est apparu au cours d'une conférence de presse clandestine, à visage découvert et porteur de l'uniforme des Carabiniers.

A ses côtés se tenaient deux miliciens le visage dissimulé. Ils se sont identifiés comme dirigeants nationaux du FPMR.

"J'ai pris la décision d'abandonner mon institution afin de m'unir à mon peuple et cesser de réprimer", affirme Juan Antonio Rios. Cette désertion n'a pas été démentie par les autorités des Carabiniers.

TRAVAILLEURS ARRETES.

Aujourd'hui la police a arrêté 40 travailleurs pour réprimer les grèves des dockers. Venant du port de San Antonio ces dockers avaient marché vers Santiago pendant trois jours.

Une colonne de 150 dockers a été arrêtée par les Carabiniers. Ils ont utilisé les gaz lacrymogènes et les camions lance à eau.

"Nous sommes en grève depuis 42 jours et nous n'avons rien obtenu des autorités", a déclaré un des dirigeants des dockers.

Les grévistes de San Antonio étaient partis lundi dernier vers la capitale pour une marche de 100 kilomètres afin de remettre leurs exigences salariales aux autorités gouvernementales.

12 DECEMBRE 1985.

MEMBRES DU FPMR ARRETES.

A Talca, au nord du Chili, six membres du FPMR, clandestin, ont été arrêtés et remis à un tribunal militaire.

Un communiqué officiel précise que trois d'entre eux "auraient reçu une instruction paramilitaire perfectionnée à Cuba et en Bulgarie".

Ceci leur aurait permis de couvrir "une grande partie des actions violentes survenues ces derniers mois dans la région".

15 DECEMBRE 1985.

CHILI-CREDITS.

Selon la banque centrale, la banque internationale a remis au Chili un prêt de 774 millions de dollars, correspondant au "crédit d'argent nouveau", négocié avec les organisations financières pour les années 1985 et 1986.

16 DECEMBRE 1985.

ATTENTATS REVENDIQUES.

Le FPMR a revendiqué l'explosion de deux voitures-bombes qui ont sauté ce week-end à proximité de l'Ecole Militaire d'Officiers et près d'une caserne de Puente Alto.

L'explosion de la voiture chargée de 10 kg de plastic, près du régiment Ferrovière de Puente Alto, a fait trois blessés parmi les fonctionnaires de la CNI (pôlice secrète du régime).

Près de l'Ecole Militaire, la voiture avait 26 kg d'explosif et sept édifices voisins ont été endommagés.

Le FPMR s'est montré sceptique au sujet de la mort d'un prétendu militant du FPMR, samedi dernier. Il aurait été identifié immédiatement comme étant E. Martinez Soto. Selon la police il portait une charge d'explosifs et des tracts de l'organisation clandestine.

17 DECEMBRE 1985.

DOCKERS-GREVE.

Trois dirigeants des dockers chiliens en grève ont abandonné aujourd'hui les bureaux de la CEPAL (Commission Economique pour l'Amérique Latine). Lundi dernier ils avaient pris possession "pacifiquement" de ces locaux.

ATTENTAS-CHILECTRA.

Cette nuit deux personnes ont été blessées lorsqu'un commando inconnu a attaqué au bazooka et à la mitraillette, un étage de la Compagnie Chilienne d'Electricité à Valparaiso. Cela a entraîné une coupure d'électricité.

18 DECEMBRE 1985.

SEGUEL-DECLARATIONS.

Le leader syndical Rodolfo Seguel a encouragé un "été chaud" pour mobiliser les travailleurs afin d'obtenir la libération des trois dirigeants arrêtés depuis 83 jours. Ils sont accusés de 'subversion' contre le gouvernement militaire.

"Je crois que 1985-1986 va être une année de mobilisation", a-t-il prévenu, faisant référence à l'emprisonnement de José Ruiz di Giorgio Manuel Bustos et Mario Araneda.

Seguel et d'autres dirigeants du CNT ont obtenu une entrevue avec l'enquêteur des Nations-Unies.

"En 45 minutes il a été mis au courant des problèmes du CNT, des dirigeants toujours sous les verrous, et de la récente mutinerie de la Prison Publique. Nous lui avons surtout parlé des problèmes syndicaux" déclare Seguel à la fin de la réunion.

DI GIORGIO LIBERE.

Le syndicaliste chilien José Ruiz di Giorgio vient d'être libéré aujourd'hui sur l'ordre de la Cour d'Appel de Santiago.

Di Giorgio est Président de la Fédération des Travailleurs du Pétrole et membre du CNT.

JOURNALISTES ARRETES.

Un juge militaire a ordonné l'arrestation de Claudio Perez et d'Oscar Navarro, employés au journal "Fortin Mapocho" et à la revue "Apsi".

Ils sont respectivement accusés d'être les auteurs d'insultes envers les carabiniers.

Cette accusation a été démentie par la presse.

PRISONNIERS EN GREVE DE LA FAIM.

Après les démarches de l'enquêteur des Nations Unies, les neuf prisonniers politiques ont mis fin à leur grève de la faim à la Prison de Santiago.

"Nos objectifs ont été atteints dans leur totalité", ont déclaré les prisonniers qui avaient obtenu une visite de l'enquêteur.

Des mouvements du même genre avaient été enregistrés dans diverses prisons de San Miguel, Coronel, Talca, Concepcion, Antofagasta et Quillota.

19 DECEMBRE 1985.

LIBERATION DU PRETRE.

Le prêtre jésuite Renato Hevia, directeur de la revue "Mensaje" a retrouvé sa liberté aujourd'hui après 15 jours d'emprisonnement.

DEMENTI SEQUESTRATION.

Le FPMR a démenti aujourd'hui avoir séquestré le carabinier qui, selon des versions de la presse, a déserté et s'est incorporé au mouvement.

"Le carabinier Juan Antonio Rios est en parfaite santé. Il a participé aux activités propres à notre organisation", a signalé une voix anonyme du FPMR.

L'organisation précise que "les journalistes qui ont assisté ces jours derniers à la conférence de presse clandestine, où le carabinier a été présenté, peuvent témoigner de sa ferme décision".

20 DECEMBRE 1985.

ACCORD NATIONAL-REFUS.

Le gouvernement militaire a définitivement rejeté le document d' "Accord National pour la Transition vers la Pleine Démocratie", signé par onze courants politiques d'opposition et soutenu activement par l'Eglise Catholique.

Le régime réaffirme sa volonté de "conduire le pays vers la pleine démocratie basée sur la Constitution de 1980..."

La proposition politique de l'opposition, signée le 25 août, consiste à réformer l'actuelle Constitution afin de rendre possible l'élection d'un gouvernement démocratique, dans un esprit de "réconciliation nationale".

Le gouvernement militaire dit observer des différences et des contradictions avec l'opposition sur divers points du document et il estime "cela aurait du mal à s'appeler un accord et encore moins national, vu le manque de définition des sujets fondamentaux, un grand manque de cohérence entre les mots et les faits"...

21 DECEMBRE 1985.

RETOUR D'EXILES.

Le gouvernement chilien a autorisé hier le retour définitif au pays de 30 personnes qui étaient exilées.

Parmi elles figurent le journaliste Oscar Waiss Sand et David Baytelman, ex-vice président de la Corporation de la Réforme Agraire.

Selon la Commission Chilienne des Droits de l'Homme, 3850 personnes sont encore interdites au Chili.

23 DECEMBRE 1985.

SYNDICALISTE LIBERE.

Manuel Bustos a été libéré aujourd'hui après 89 jours de prison.

La Cour d'Appel de Santiago a accordé à l'unanimité la libération du vice-président de la Coordination Nationale Syndicale, après avoir payé 50 dollars (10.000 pesos).

FOOTBALL-REJET CHILI.

La Fédération Indienne du Football a rejeté "pour des raisons politiques" la participation de la Sélection du Football du Chili à la coupe Jawaharlal Nehru qui aura lieu en janvier.

Das Gupta, président de la Fédération de l'Inde dit dans un telex "nous ne nous sentons pas habilités à les recevoir pour des raisons politiques et nous voulons éviter des problèmes avec la participation de l'URSS et de l'Allemagne de l'Est".

24 DECEMBRE 1985.

PINOCHET-CARDINAL-ENTREVUE.

Pour la première fois aujourd'hui, Pinochet a reçu à La Moneda le Cardinal l'Archevêque de Santiago, Monseigneur Juan Francisco Fresno.

"Je lui ai transmis les vœux de Noël", a dit le Cardinal après l'entrevue durant laquelle ils ont analysé "le problème du pays".

Le chef de l'Etat avait invité le Cardinal au Palais Présidentiel pour qu'il y célèbre une messe de Noël, mais Monseigneur Fresno avait refusé l'invitation.

26 DECEMBRE 1985.

ARRESTATIONS EN SUISSE.

Pour des raisons encore inconnues, quatre exilés chiliens ont été arrêtés en Suisse alors qu'ils réalisaient des opérations bancaires.

Plusieurs secteurs de l'exil chilien ont pris des mesures en défense des prisonniers et pour développer une campagne active afin d'obtenir leur libération.

30 DECEMBRE 1985.

JEUNE-MINEURS.

Six dirigeants des mineurs du cuivre de Chuquicamata ont entamé aujourd'hui leur sixième jour de grève de la faim pour obtenir des augmentations salariales.

FEMMES LIBEREES.

Six dirigeantes féministes arrêtées durant une manifestation contre la dictature ont été libérées aujourd'hui, après être restées quatre jours en prison.

31 DECEMBRE 1985.

PLANS POUR 1986.

Le leader syndical Rodolfo Seguel a prévenu que les travailleurs essayeront de paralyser la nation en 1986, afin d'en finir avec le régime de Pinochet.

"C'est dans cette direction que nous travaillons: pour paralyser le Chili, pour en finir avec la dictature", déclare-t-il à la revue "Análisis".

"Il faut paralyser le Chili, mais pas pour 24 heures- insiste-t-il- le paralyser de telle manière que les forces armées se voient obligées de discuter et de négocier pour trouver une solution".

POUR 1986 :

PARALYSONS LE PAYS, FIN DE LA DICTATURE !

LIBERTE POUR LE CHILI ET LES CHILIENS !

NOUS VAINCRONS !

TELEX-CHILE

ASSOCIATION LOI DU

1 JUILLET 1901

1 RUE MONTMARTRE

PARIS 75001

TEL : 508 48 28

ABONNEMENT EN FRANÇAIS

4 NUMEROS PAR AN

100 F

ABONNEMENT PLUS

ADHESION A L'ANNEE

150 F

NOM :

PRENOM :

DOMICILE :

TEL :

chèque à l'ordre de : "ASSOCIATION TELEX-CHILE"